



Bonjour,

En mai, les Canadiens ont continué de se serrer la ceinture, ne cessant de diminuer leur consommation depuis le début de l'année. Aux États-Unis, l'accumulation des incertitudes économiques pousse la plupart des analystes à ne pas croire en une baisse de taux d'intérêt avant l'automne. L'économie étant en piètre état au Royaume-Uni, la plupart des sondages donnent gagnant le Parti travailliste de Keir Starmer lors des élections générales du 4 juillet prochain. En Europe, les secteurs de l'industrie, le commerce de détail et l'immobilier sont en « situation de détresse », selon l'indice Weil. Enfin, le moteur économique de la Chine semble être reparti, mais les incertitudes liées à l'immobilier risquent fort de l'enrayer.

Bonne lecture!



CAD

En mai, la paire de devises USDCAD a vu sa valeur reculer du plus haut niveau du mois de 1.3781 en date du premier mai, à 1.3640 après avoir connu un creux à 1.3591 le 15 mai. Les consommateurs ne cessent de se serrer la ceinture depuis le début de 2024 avec les données sorties en mai : les ventes au détail pour mars ont reculé de 0.2% à 66.4 milliards CAD, après avoir enregistré des baisses en février (-0.1%) et en janvier (-0.3%), selon Statistique Canada. De son côté, l'Indice des prix à la consommation (IPC) est passé en avril de 2.9% à 2.7%, ce qui le situe dans la « zone de confort » de la Banque du Canada située entre 1 et 3%.

Ces deux données encourageantes vont-elles inciter notre Banque Centrale à baisser son taux directeur lors de sa prochaine réunion du 5 juin, sinon la suivante, le 24 juillet? Depuis juillet 2023, elle a maintenu son taux directeur à 5%, au prétexte que tous les indicateurs économiques n'étaient pas encore au vert, en particulier le niveau de consommation des Canadiens que ses experts jugeaient « trop élevé ». « À présent, je ne vois pas ce qui pourrait retenir la Banque du Canada d'amorcer la baisse des taux d'intérêt », estime David-Alexandre Brassard, l'économiste en chef de CPA Canada, qui, comme la plupart des économistes, penche pour une première diminution de taux en juin.

En fait, un point de préoccupation demeure : le prix du logement, lui, tire toujours l'inflation vers le haut. Le prix moyen demandé pour un logement au Canada a connu en avril un bon de 9.3% par rapport à l'an dernier, selon un rapport du site web immobilier Rentals.ca. Sans l'influence du segment logement, l'inflation serait de seulement 1.2%.

Le hic, c'est que cette hausse semble être là pour durer. La population de Toronto a progressé en un an de 67% pour la période allant de janvier à avril 2024, selon Statistique Canada. À Vancouver et à Montréal, la croissance démographique a été plus du double de celle de l'an dernier. « Avec des hausses de la population aussi énormes, il faut s'attendre à une effervescence des prix de l'immobilier au pays », avertit Matthieu Arseneau, économiste en chef adjoint de la Banque Nationale.



USD

L'indice DXY, qui compare la valeur du billet vert à un panier de devises étrangères, a reculé en mai, passant de 105.75 à 104.55, après avoir enregistré un creux à 104.35 le 15 mai dernier. Les indices PMI de S&P Global ont fourni des nouvelles positives pour l'économie américaine. Ainsi, l'indice PMI des services a bondi à 54.8 en mai, contre 51.3 en avril. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis un an. Quant au secteur manufacturier, il a affiché une modeste expansion reflétée dans le PMI manufacturier ayant passé de 50.0 à 50.9. Le score de 50 indique la séparation entre contraction et expansion de l'activité économique.

Par ailleurs, plusieurs données provenant du département du Travail semblent indiquer que le marché du travail est en train de s'apaiser. En avril, les employeurs américains n'ont créé que 175 000 emplois, soit le chiffre le plus faible en six mois, signe que la production ne s'emballe pas. Par ailleurs, le taux de chômage est remonté en un mois de 3.8% à 3.9% ; il reste tout de même inférieur à 4% depuis 27 mois consécutifs, la plus longue séquence depuis les années 1960. Enfin, au cours des 12 derniers mois, le salaire horaire moyen n'a crû que de 3.9%.

« Toutes ces données dénotant la détente du marché du travail devraient amener les responsables de la Fed à reprendre confiance dans la capacité de l'inflation à retrouver le chemin du 2% », dit Nancy Vanden Houten, cheffe économiste d'Oxford Economics. Et donc, à ne plus trop tarder à entamer la baisse des taux d'intérêt. Toutefois, la grande majorité des analystes (86%) ne croient pas que la Réserve Fédérale puisse diminuer ses taux directeurs « avant septembre », montre l'outil FedWatch du groupe CME. « Une réduction en juillet nécessiterait des chiffres encore plus probants concernant l'activité économique et le marché du travail », expliquent dans une note les analystes de Goldman Sachs.

Toutes ces incertitudes ne manquent pas d'enflammer la campagne présidentielle aux États-Unis. Voyant seulement les indicateurs économiques qui regagnent en tonus, le président américain Joe Biden clame « le grand retour de l'Amérique ». Donald Trump, en guise de réplique, écrit sur Social Truth : « Fausses estimations. Ils auraient dû me demander les vrais chiffres. Biden détruit notre pays! »

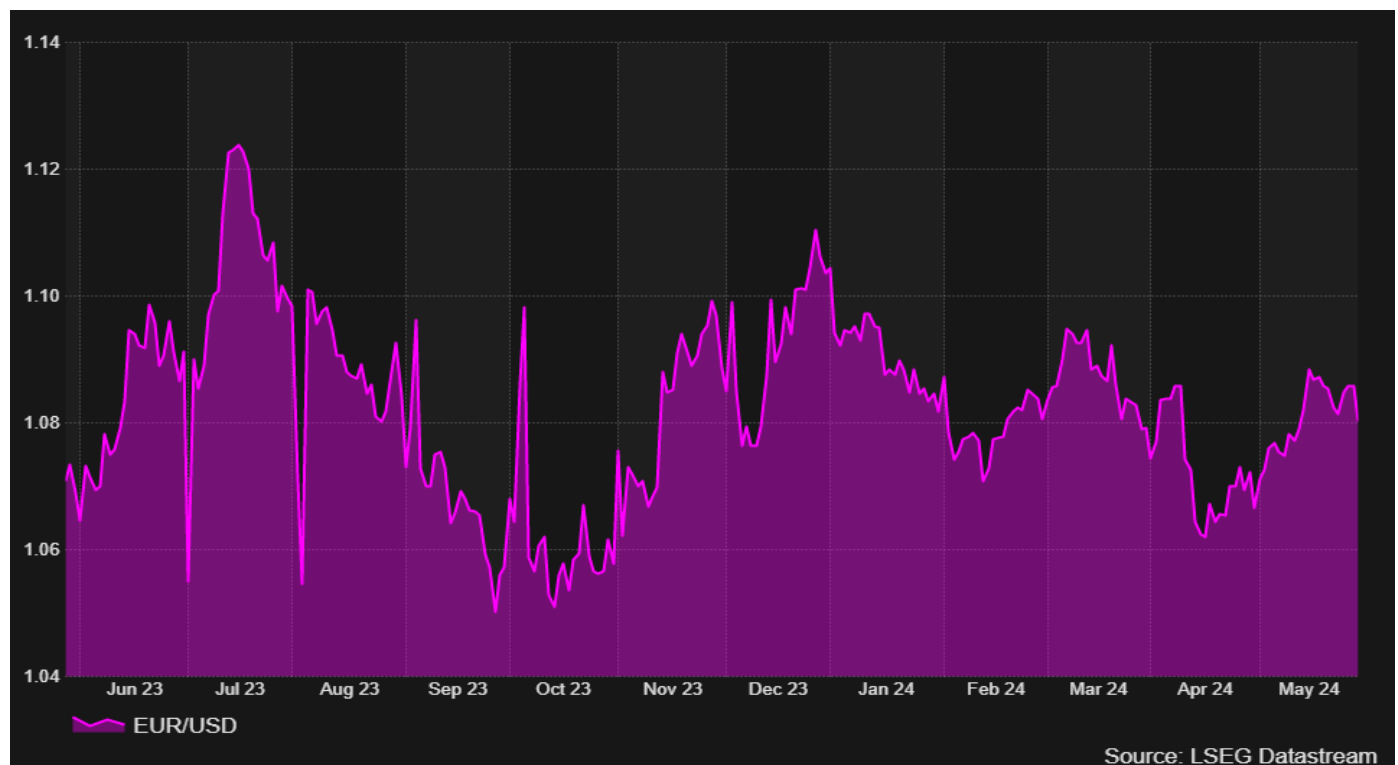


EUR

Le mois dernier, la paire EURUSD a vu sa valeur évoluer graduellement de 1.0651 qui fût l'ouverture du mois et le plus bas taux vu des derniers 30 jours à 1.0845 au 31 mai. Le sommet du mois pour l'Euro contre le USD a été 1.0892 en date du 15 mai. Selon S&P Global, l'indice PMI des services de la zone euro s'est établi en mai à 53.3, soit le même score que le mois précédent. Quant à l'indice PMI manufacturier, il a connu un bond de 45.7 à 47.4. Le score de 50 indique la séparation entre contraction et expansion de l'activité économique. Ce regain d'activité reflète également dans les faits que la zone euro est sortie de la récession. Au premier trimestre de 2024, son produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0.3%, après avoir reculé de 0.1% lors des deux trimestres précédents, note Eurostat. Cela faisait un an et demi que l'économie européenne était enlisée dans la stagnation.

Autre bonne nouvelle : l'inflation semble se stabiliser à 2.4% dans les 27 pays de la Zone. Certes, l'objectif de 2% visé par la Banque Centrale Européenne (BCE) n'est pas encore parfaitement atteint, mais cela devrait tout de même conforter les experts de la Banque dans leurs velléités de baisser les taux d'intérêt. D'ailleurs, les déclarations publiques se multiplient ces derniers temps, tant du côté des analystes que des dirigeants de la BCE, pour indiquer qu'une première baisse des taux directeurs pourrait être annoncée en juin. Selon Bert Colijn, économiste principal chez ING, il ne faut pas pour autant sauter de joie, car le rebond de la croissance en vue ne devrait pas être vigoureux. « L'économie européenne souffre encore de la faible demande internationale et les salaires réels n'ont pas retrouvé leur niveau de 2021 », explique-t-il.

À cela s'ajoute que nombre de secteurs d'activité affichent encore « un niveau de détresse élevé », révèle l'indice Weil d'avril. Ce dernier consiste en l'analyse de données sur 3,750 entreprises cotées en bourse afin d'évaluer le niveau d'incertitude auquel fait face le milieu des affaires européen. Il montre qu'actuellement trois secteurs sont particulièrement en détresse, soit l'industrie, le commerce de détail et l'immobilier. « Ça signifie que nombre d'entreprises de ces secteurs subissent encore de fortes pressions financières, souvent au point d'avoir du mal à remplir leurs obligations en matière d'endettement », illustre Andrew Wilkinson, associé du cabinet-conseil Weil à Londres. Bref, le tout est encore fragile...



GBP

La paire GBPUSD a progressé graduellement en mai de 1.2467 à 1.2740. Nous avons vu un bas de 1.2458 le 9 mai et un haut de 1.2798 le 28 mai. Le Premier Ministre britannique Rishi Sunak a profité de plusieurs bonnes nouvelles économiques pour annoncer par surprise que des élections générales auraient lieu le 4 juillet prochain. Ainsi, l'inflation est tombée à 2.3% en avril, son plus bas niveau depuis trois ans, selon l'Office for National Statistics (ONS). « Ça signifie que la pression sur les prix va s'atténuer et que les taux d'intérêt vont baisser », a lancé M. Sunak, dans l'espoir de rasséréner les électeurs.

En outre, les salaires ont augmenté à un rythme plus rapide que l'inflation, mettant davantage de liquidités dans les poches des citoyens en termes réels. Du côté de l'énergie, les prix semblent vouloir se stabiliser. Et les taux d'intérêt sont stables depuis un an.

Pourtant, l'économie britannique, bien qu'en progression, devrait connaître la croissance la plus modeste des pays du G7, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui a récemment prévu une croissance de 1% en 2025. Et de nombreux Britanniques sont encore en difficulté sur le plan financier : plus de 7.4 millions de personnes ont eu du mal à payer une facture ou à rembourser un crédit en janvier dernier, montre une étude de la Financial Conduct Authority, le régulateur financier du pays. C'est que l'économie britannique est entrée en récession à la fin de 2023, pour la première fois depuis la pandémie. Un an auparavant, en 2022, l'inflation avait atteint son plus haut niveau depuis 41 ans, à un peu plus de 11%.

Un exemple frappant est la flambée des prix des denrées alimentaires, qui perdure mois après mois. Le litre d'huile d'olive coûte aujourd'hui 128% plus cher que ce qu'il coûtait en 2021, selon l'ONS. En trois années, le prix d'une laitue a bondi de 63%, et celui d'un hamburger au bœuf de 55%. Résultat? Le niveau de vie des Britanniques est aujourd'hui plus bas qu'il n'était lors des dernières élections générales, en 2019. En conséquence, la plupart des sondages donnent gagnant le Parti travailliste de Keir Starmer.



CNY

La valeur de la paire USDCNY est passée graduellement de 7.2392 à 7.2489 au cours du mois de mai avec un creux de 7.2054 le 6 mai et un haut de 7.2491 le 29 mai. Le moteur économique de la Chine semble reprendre du mieux. La production industrielle a bondi de 6.7% en avril, après une hausse de 4.5% enregistrée le mois précédent, selon le Bureau national des statistiques (BNS). L'investissement en actifs fixes a progressé de 4.2% lors des quatre premiers mois de 2024. Quant aux exportations et aux importations, elles ont renoué avec la croissance en avril après s'être contractées en mars. Résultat? Le produit intérieur brut (PIB) de la Chine a connu une croissance de 5.3% lors du premier trimestre. C'est une performance supérieure à celle qui avait été visée en début d'année par les autorités chinoises, qui comptent sur une croissance de 5% en 2024.

Toutefois, plusieurs signaux suscitent de l'inquiétude, en particulier la santé défailante de l'immobilier, secteur qui représente le quart de l'économie chinoise. L'investissement y a chuté de 9.8% lors des quatre premiers mois de l'année, en raison notamment du fait qu'il y a des millions de logements vides et invendus.

Les dirigeants du Parti communiste se sont réunis d'urgence le mois dernier pour enclencher différentes mesures visant à soutenir ce secteur. Parmi celles-ci figure un plan permettant aux gouvernements locaux d'acheter des milliers de logements invendus, l'idée étant de renflouer les caisses des promoteurs immobiliers. Par ailleurs, les métropoles Hangzhou et Xi'an ont levé des restrictions réglementaires sur l'achat de logements pour dynamiser les ventes.

Cela étant, les analystes de Goldman Sachs restent perplexes. Ils considèrent que les mesures gouvernementales sont « positives », mais « largement insuffisantes » pour permettre un redressement d'un secteur « encore très faible ». Ils estiment que le « déclin » de l'immobilier chinois va perdurer, les fondamentaux étant toujours « dans le rouge ». Une autre source d'inquiétude concerne la consommation intérieure : les ventes au détail n'ont augmenté que de 2.3% en avril alors qu'elles avaient progressé de 3.1% le mois précédent. Les ventes d'automobiles ont dégringolé de 5.6%, ce qui ne s'était plus vu depuis un an. Et celles des vêtements et des chaussures ont reculé de 2%, ce qui correspond à leur première baisse depuis 2022.



JUS D'ORANGE

Les prix du jus d'orange sont en train d'exploser. Le contrat de juillet 2024 du jus d'orange concentré congelé (FCOJ) sur l'Intercontinental Exchange a atteint un sommet historique de 4.94 USD la livre à la fin de mai. Jamais un tel sommet n'avait été atteint depuis le début des contrats à terme à New York, en 1966. Sur un an, la progression a été de 63%.

Le Brésil, qui produit à lui seul 75% des oranges cultivées dans le monde, est sur le point de connaître sa pire année depuis plus de 30 ans. Ses principales zones de production, dans les États de São Paulo et de Minas Gerais, ne devraient récolter que 232 millions de caisses de 41 kg cette année, selon les analystes de la fondation de recherche Fundecitrus. Ça correspond à une chute de 24% par rapport au cycle précédent. C'est que les oranges brésiliennes souffrent gravement de la maladie de Huanglongbing, dite maladie du dragon jaune, qui est propagée par les insectes depuis plusieurs années. Cette même maladie affecte également la production d'oranges en Floride, même si c'est dans une moindre mesure : la production américaine est légèrement à la baisse depuis deux ans. De plus, d'autres grands producteurs mondiaux comme le Mexique et l'Espagne ont signalé une diminution de 30% de leur production, cette fois-ci en raison de la sécheresse.

Si la réaction en bourse est si vive, c'est surtout dû au fait que les stocks d'oranges sont aujourd'hui quasiment inexistants. « Cette situation exceptionnelle s'est révélée être une véritable aubaine pour les investisseurs : personne n'aurait cru que le jus d'orange puisse dépasser la barre symbolique des 4 USD! », se réjouit Dave Reiter, courtier de Reiter Capital Investments, en soulignant que le potentiel de gains en bourse était encore « stupéfiant ». De fait, Ibiapaba Netto, le directeur général de CitrusBR, l'association représentant les producteurs de jus brésiliens, a récemment déclaré qu'il ne voyait malheureusement aucun signe de renversement de tendance. La pénurie annoncée d'oranges est « là pour durer », et elle va finir par « toucher les consommateurs », les producteurs ne pouvant plus assumer seuls les conséquences financières de la chute de la production.



VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

LES Y FUIENT NEW YORK

Plus de 40% des New-Yorkais âgés de 25 à 44 ans disent qu'ils sont en train de chercher « activement » un autre logement, si possible en banlieue de la mégapole, révèle un sondage de Redfield & Wilton Strategies. C'est que les membres de la génération Y trouvent que la vie y est « trop dispendieuse ». New York est en effet considérée comme la troisième ville la plus chère au monde, après Zurich et Singapour, selon The Economist. Le loyer mensuel moyen d'un appartement de 60 mètres carrés (ou 646 pieds carrés) y vaut environ 3 800 USD ; donc pour pouvoir se le payer sans y dédier plus de 30% de ses revenus, il faut gagner 151 356 USD par an, calcule Newsweek.

Source : Newsweek

Lien : <https://www.newsweek.com/new-york-city-faces-millennial-exodus-1901889>

ÉTATS-UNIS : UN PAYS, DEUX CAMPS

À cinq mois des élections présidentielles, les Américains semblent plus divisés que jamais en deux camps irréductibles, selon une étude du Pew Research Center. Ainsi, les électeurs républicains sont 80% à considérer que l'inflation est aujourd'hui un enjeu majeur ; ce n'est le cas que pour 46% des électeurs démocrates. L'immigration illégale? C'est un enjeu crucial pour 78% des Républicains et pour seulement 27% des Démocrates. Idem, les changements climatiques préoccupent 58% des Démocrates et à peine 12% des Républicains. Les rares sujets sur lesquels ils s'accordent à peu près sont le chômage, le terrorisme intérieur et l'état des infrastructures. Point à la ligne.

Source : Pew Research Center

Lien : <https://www.pewresearch.org/politics/2024/05/23/publics-positive-economic-ratings-slip-inflation-still-widely-viewed-as-major-problem/>

PROJET AMQ/FINMETRIX - Opportunité Acier

Nous sommes heureux d'annoncer un projet de collaboration entre l'Alliance Métal Québec et FINMETRIX. Cette initiative, facilitée par un support financier du gouvernement du Québec, permet aux entreprises du secteur de la fabrication métallique d'obtenir une subvention afin d'analyser l'impact des fluctuations sur les marchés des métaux et des devises et d'établir des stratégies "sur mesure" de gestion de risque. Le processus comprend les étapes suivantes : diagnostic des risques liés aux métaux, aux taux de change et aux taux d'intérêt ; élaboration d'une politique formelle pour la gestion de ces risques financiers ; formation du personnel ; et un soutien individualisé pour la mise en œuvre de la stratégie. Êtes-vous impactés par la volatilité sur le marché des métaux? Contactez FINMETRIX pour en savoir davantage sur toutes les possibilités offertes par cette collaboration!

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX